

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Nestor Mbou : "Nous avons porté la voix du Réseau des institutions nationales anti-corruption d'Afrique centrale"

Propos recueillis par SCOM  
Libreville/Gabon

**L'Union : Monsieur le président de la Commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite (CNLC-CEI), vous avez participé dernièrement à l'atelier régional des Institutions nationales de lutte contre la corruption (INLC). Qu'est-ce qui justifie cette invitation du Gabon à ces assises ?**

**Nestor Mbou :** C'est en qualité de membre de l'Association des agences anti-corruption d'Afrique (AAACA) que la Commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite a été invitée à l'atelier de l'INLC, tenu les 27 et 28 septembre 2022, à Abidjan (Côte d'Ivoire). Aussi s'est-il agi pour notre institution de porter la voix du Réseau des institutions nationales anti-corruption d'Afrique centrale (Rinac) dans le cadre des défis et oppor-

tunités de la sous-région et d'une coopération entre les agences anti-corruption. Puis de participer au protocole d'accord entre le Bureau intégrité et anti-corruption (PIAC) de la Banque africaine de développement (BAD) et l'Association des agences anti-corruption d'Afrique (AAACA). L'occasion était offerte pour présenter les défis et les opportunités des associations sous-régionales de lutte anti-corruption membres de l'AAACA, qui ont eu droit à un exposé sur l'Indice de perception de la corruption en Afrique par le représentant de Transparency International.

**Que dire des objectifs de cette rencontre entre Institutions nationales de lutte contre la corruption ?**

Cet atelier visait d'abord à renforcer l'alliance stratégique des programmes et la collaboration entre le groupe de la BAD par le biais du Bureau de l'intégrité et de la lutte contre la corruption et Association des Autorités anti-cor-



Le président Nestor Mbou aux assises d'Abidjan.

ruption d'Afrique (AAACA). En plus de délibérer sur divers domaines de partenariats communs et mutuellement bénéfiques, et de signer un protocole d'accord entre la Banque et l'AAACA pour formaliser leur relation.

**Sur quoi ont débouché ces assises d'Abidjan, en matière de renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption en Afrique ?**

Parmi les principales propositions formulées à la faveur de ces travaux, les participants se sont engagés à mettre sur pied un Centre africain de recherches et d'études sur la lutte contre la corruption (Carec). Mais également à renforcer les capacités de l'AAACA en matière de lutte contre la corruption en Afrique, pour lui permettre de fournir un meilleur soutien aux associations régio-

nales. Il s'agira aussi d'explorer les domaines d'intérêt commun dans la lutte contre la corruption parmi les partenaires et les parties prenantes, grâce à une coopération renforcée en matière de sensibilisation et de renforcement des capacités. Puis d'examiner les politiques, les règles et les lois relatives à la lutte contre la corruption dans les régions respectives et de travailler à leur harmonisation.

Le clin d'œil de

**lybek**



## Numérique: "l'ISOC chapitre du Gabon" veut étendre l'impact des réseaux communautaires

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

**I**NTERNET Society-ISOC chapitre du Gabon, en collaboration avec internet society, AfroLeadership et l'Association pour le progrès des communications (APC) a organisé mardi dernier, un atelier portant sur le thème "Réseaux communautaires en Afrique francophone: potentiel impact et cadre réglementaire".

Cet atelier s'inscrit aussi dans le cadre de la restitution des travaux relatifs au projet d'élaboration d'une proposition de cadre réglementaire pour les réseaux communautaires dans les pays francophones d'Afrique. Dans son exposé, l'animateur de cet atelier, Jean-Louis Fendji, a indiqué que "les réseaux communautaires apparaissent comme



Les participants lors de l'atelier à la Chambre de commerce.

une solution attrayante pour la réduction du fossé numérique. Ils permettent la mise en place des écoles rurales numériques, donnent un accès en temps utile à la bonne information".

De plus, cette étude vise premièrement à sensibiliser sur la no-

tion de réseaux communautaires et à faire ressortir le potentiel de ces réseaux dans les pays francophones du continent. Par ailleurs, un mémorandum de coopération a été signé entre ISOC Gabon et le point d'échange internet du Gabon Gabix.